

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité



GROUPE ORGANISE DES HOMMES D’AFFAIRES (GOHA)

CONTRIBUTION A LA REFLEXION SUR LE REDRESSEMENT SANITAIRE ET SOCIO – ECONOMIQUE POST EBOLA

Site web: www.gohainfo.com

Email: cherifcma@gohainfo.com

gohaguinee@yahoo.fr

Avril 2015



Table des matières

NOTE LIMINAIRE	3
1. CONTEXTE GENERAL	4
2. LE GOHA, UNE INTERFACE CREDIBLE ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES.....	5
HOMMES D’AFFAIRES	5
3. OBJECTIFS VISES ET RESULTATS ATTENDUS	5
3.1. Objectifs visés	5
3.2. Résultats attendus	6
4. ANALYSE SITUATIONNELLE	6
4.1. Au niveau du secteur de l’économie réelle	6
4.2. Au niveau du secteur bancaire et des assurances	8
4.3. Au niveau des transactions commerciales	10
4.4. Au niveau des secteurs de l’éducation et de la santé	11
5. PROPOSITION DE SOLUTIONS	12
5.1. Programme minimum d’urgence	12
5.2. Programme de relance de l’économie nationale	18
6. CONCLUSION	19
7. ANNEXE	20



NOTE LIMINAIRE

Pour une relance économique post- Ebola

Depuis Mars 2014, la Guinée est en proie à une terrible maladie « la fièvre à virus Ebola». L'épidémie a gagné rapidement la sous-région, notamment la Sierre Leone et le Libéria (modérément au Mali et au Nigéria). Dans sa communication datée du 13 Mars 2015, le Bureau de Coordination de la lutte contre Ebola a révélé que le virus a dépassé le seuil des 10 000 victimes dans les trois pays suscités. La Guinée a enregistré 3348 cas, 2936 confirmés pour 1811 décès. A la date du 13 Mars 2015, le bilan fait ressortir 295 cas probables et 17 suspects.

Depuis la manifestation de ce grave fléau, l'ONG, le Groupe Organisé des Hommes d'Affaires (GOHA), a fait de la lutte contre Ebola sa priorité. Le GOHA a mené une action de grande envergure qui a touché tout le territoire national. Cette opération a été renforcée par l'accord de partenariat établi entre l'UNICEF et le GOHA. A ce jour, tous les postes frontaliers du territoire ont été sécurisés par des kits sanitaires avec à l'appui, une action de sensibilisation auprès des populations et des acteurs concernés au travers d'un matériel de communication approprié. Les principaux points d'arrêt sur les grands axes routiers au niveau national ainsi que les gares routières, les marchés, les écoles coraniques, les mosquées, les églises, les institutions judiciaires etc...ont également été dotées en matériel de prévention.

La présence quasi constante du GOHA sur le terrain lui a permis également de constater que ce fléau social a placé la Guinée sous la menace d'une récession économique sans précédent. Les indicateurs économiques accusent un net recul et ce, dans tous les secteurs, se traduisant par une baisse de la croissance et un ralentissement des activités. Dans ce contexte, le secteur privé figure parmi les plus éprouvés.

Au regard des résultats encourageants enregistrés ces derniers temps grâce à la vaste campagne de riposte engagée contre Ebola au plan national et international, la Guinée est en passe de vaincre cette épidémie. Face à cette situation, il s'avère tout aussi urgent d'engager sans tarder, des mesures de riposte au plan économique.

En effet, l'existence confirmée de la fièvre à virus Ebola en Guinée et sa rapide propagation, en plus de la psychose enregistrée, a créé un climat de défiance qui s'est traduit par un recul des principaux indicateurs économiques : fermeture des frontières, restriction des déplacements à l'étranger en raison de la stigmatisation, départ de nombreux investisseurs, arrêt de chantiers, baisse de l'import/export, grippage de secteurs clés de développement comme le transport. Le secteur privé, touché de plein fouet, marque un net repli. Dans cette tourmente, il est apparu des failles qui révèlent l'existence d'une grande fragilité du système économique au niveau de certains segments. Un réexamen des plans d'action et une révision des programmes s'imposent.

Au plan global et sectoriel, il importe de poser un diagnostic clair de l'impact de ce fléau sur l'économie, afin d'apporter par secteur et par étape, les mesures de correction et de réajustement nécessaires.

C'est dans ce cadre que le GOHA a pris l'initiative d'élaborer un mémorandum à l'intention du gouvernement et des partenaires économiques, dans l'objectif d'identifier des pistes en vue de la relance de l'économie dans la phase post- Ebola. L'approche consiste à poser un diagnostic clair, identifier les niveaux d'intervention, les formes et types de mesures, les mécanismes et le timing (court, moyen et long termes) de leur application, afin de mettre à niveau le secteur privé et lui permettre de jouer pleinement son rôle de moteur du développement socio-économique.

Le GOHA, à travers cette modeste contribution à la réflexion au redressement économique post-Ebola, en comptant sur le soutien d'un partenariat dynamique, réitère sa disponibilité, offre son expertise et reste prêt à s'investir pour le bon accomplissement d'un programme de relance économique ambitieux mais réaliste et adapté, capable d'impulser la croissance.

1 - Contexte général

La Guinée a abordé l'année 2014 avec beaucoup d'espoir, fondé sur : 1) les progrès accomplis sur la voie de l'assainissement de la gestion macro-économique et l'amélioration du cadre des affaires ; 2) la finalisation de la transition politique à travers l'organisation en 2013 des élections législatives ouvertes et inclusives ; et 3) l'organisation du Forum des Investissements à Abu-Dhabi avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers qui lui a permis d'obtenir des engagements d'investissements de près de 7 milliards USD. S'appuyant sur ces acquis, et dans un contexte politique et social plus apaisé en partie par la mise en place de la nouvelle Assemblée Nationale, le pays a intensifié ses efforts pour créer les bases de l'accélération de la croissance et de la transformation structurelle de l'économie.

Dans cette dynamique, le Gouvernement a signé avec ses partenaires (Rio Tinto, Chinalco et SFI) le cadre d'investissement du projet Simandou d'un montant de 20 milliards USD qui devra à terme permettre à la Guinée de relever sensiblement le niveau de production et de productivité de son économie et d'engager sa transformation structurelle. Par ailleurs, les chantiers des réformes ont été poursuivis, avec : 1) l'accélération de la réforme de la justice (mise en place effective du Conseil Supérieur de la Magistrature et du statut particulier des magistrats), et 2) la mise en place d'un Conseil Supérieur de Coordination et des Réformes.

Toutefois, le pays reste confronté à plusieurs défis, dont la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit et la réponse aux demandes sociales des populations, notamment en termes d'emplois et d'accès à l'éducation, la santé, l'électricité etc. Cette situation est aggravée par la gestion des conséquences de l'épidémie Ebola mais aussi des perturbations sociales qui ont précédé les élections législatives en 2013. Tout cela a mis en mal l'économie et les moyens de subsistance des populations, dans les zones les plus touchées.

Ce qui a fortement ralenti les plans d'investissement en cours et perturbé le système de production, sans compter les graves difficultés dans la gestion des finances publiques (baisse de recettes de 119 millions USD et hausse des dépenses de 150 millions) et de la balance des paiements. Sous l'effet de l'épidémie, les prévisions de croissance en 2014 ont été revues à la baisse de 4,5% à 1,3% ; et celle de 2015 de 5% à 1,9%. Au total, 61% des communautés dans les zones affectées auraient enregistré une mauvaise récolte (enquête rapide Gouvernement, FAO/PAM, Décembre 2014).

De surcroît, plus d'un guinéen sur deux (55,2%) continue de vivre en dessous du seuil de pauvreté, sans compter les demandes sociales de plus en plus pressantes des populations en termes d'accès à l'emploi, particulièrement pour les jeunes et aux services publics de base (eau, électricité éducation, santé et assainissement). La flambée de l'épidémie Ebola s'est traduite par, entre autres, une baisse sensible des activités et de revenus tirés par les populations dans divers secteurs, dont l'agriculture (notamment dans les régions de la Guinée forestière et de la Moyenne Guinée), les transports, l'hôtellerie et le commerce.

Selon une analyse rapide menée en août 2014 par l'UNICEF dans les préfectures affectées par l'épidémie, 83% des ménages ont vu leur capacité de production agricole baisser et 99% des ménages ont senti une détérioration de leurs activités économiques (commerce, transport) liées à cette production.

2 – LE GOHA, UNE INTERFACE CREDIBLE ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES HOMMES D'AFFAIRES.

Créé le 13 septembre 2003, le Groupe Organisé des Hommes d'Affaires (GOHA) a pour objectif général la promotion et la protection des opérateurs économiques, aussi bien nationaux qu'étrangers. A cet effet, le GOHA s'est engagé à contribuer aux efforts de développement national par la sécurisation de l'environnement socio – économique du pays à travers (i) la publication et la vulgarisation des textes relatifs à l'exercice des activités économiques en Guinée ; (ii) les propositions de réforme réglementaire et législative en vue d'inciter à l'investissement; iii) la protection de l'environnement ; iv) la promotion de l'agriculture ; et enfin (v) la médiation entre l'Etat et les opérateurs économiques, dans le respect des droits et procédures en vigueur.

Le GOHA est ainsi porteur d'initiatives de nature à promouvoir et à renforcer les petites et moyennes entreprises, dans le pays. Pour atteindre leurs objectifs, ces efforts ont besoin d'être soutenus aussi bien par les pouvoirs publics que par les PTF.

3- OBJECTIFS VISES ET RESULTATS ATTENDUS

3 1 Objectifs visés

- Poser un diagnostic clair de la situation, en faisant l'état des lieux, afin d'apprécier l'impact de l'épidémie d'Ebola sur l'économie en général et le secteur privé en particulier ;

- Identifier des pistes de solution à court, moyen et long terme comprenant des mesures d'accompagnement à l'échelle macroéconomique et des interventions directes au plan sectoriel en spécifiant le rôle de l'Etat, des bailleurs de fonds et des opérateurs économiques.

Bref, il s'agit d'une approche systémique qui, à partir d'un planning adapté aux réalités du terrain, implique les acteurs, identifie les actions à mener, suggère les formes et niveaux d'intervention, afin que l'économie renoue avec la croissance et amorce un développement propre à soulager les populations.

3 2 Résultats attendus

- Un diagnostic clair de la situation est réalisée et l'impact de l'épidémie sur l'économie est appréciée ;
- Des pistes de solutions assorties de mesures d'accompagnement précisant le rôle des différents acteurs (Etat, secteur privé, société civile, etc.) sont identifiées.

4. ANALYSE SITUATIONNELLE

4.1. Au niveau du secteur de l'économie réelle

L'impact de la fièvre hémorragique à virus Ebola sur le niveau général des prix est resté limité au cours des sept (7) premiers mois de 2014. En effet, la tendance baissière générale des prix observée à partir d'octobre 2011 s'est poursuivie jusqu'en juin 2014 pour atteindre 9,7%. Toutefois, en raison de la situation de la Maladie à Virus Ebola (MVE), une légère tendance à la hausse est enregistrée en juillet 2014 (9,7%). Ce niveau reste, tout de même, inférieur à la prévision de la BCRG estimée à 10,2%, soit une performance de 0,5 points de pourcentage.

Cependant, la pression exercée sur le marché de change en septembre 2014, la menace qui pèse sur la production nationale, notamment sur le secteur agricole, et l'épuisement des stocks de marchandises pourraient relancer les tensions inflationnistes et remettre ainsi en cause les acquis en matière de maîtrise des prix, et impacter négativement la prévision de la BCRG (9,5%) pour décembre 2014.

Le taux de croissance du PIB initialement prévu à 4,5% est revu à la baisse de 2,1 points de pourcentage. Le sous-secteur agricole serait le plus affecté dans la mesure où les zones touchées sont principalement productrices des produits agricoles. Son taux de croissance estimé à 5,7% va décroître, pour se fixer à 3,3%.

Au cours du premier semestre 2014, la production de café s'est située à 2 671 tonnes, soit une baisse de 53,4% par rapport au premier semestre 2013. La production de cacao est estimée à 2 296 tonnes au cours du premier semestre 2014, contre 3 511 tonnes un an auparavant, soit une baisse de 34,6%. La production et la commercialisation de plusieurs

produits de consommation à l'image de la pomme de terre, en nette croissance, risquent d'enregistrer de fortes perturbations.

Le sous-secteur des services serait particulièrement affecté. Son taux de croissance s'établirait à 3,8% contre une prévision initiale de 6,7%, soit une baisse de 2,9 points de pourcentage liée à la suspension des vols de la plupart des compagnies desservant Conakry, au ralentissement des activités hôtelières et de restauration. Au cours du premier semestre 2014, le nombre d'aéronefs desservant Conakry a chuté de 7,5% en glissement annuel. Les compagnies aériennes Emirates, Air Ivoire et Asky ont suspendu leurs vols à destination et en provenance de Conakry les 02, 10 et 18 août 2014. Seules trois compagnies aériennes (Air France, Brussels Airlines et Royal Air Maroc) ont continué à desservir le pays.

Les transports terrestres transfrontaliers, interurbains voire intra-urbains ont été fortement perturbés à cause de la fermeture de certaines frontières et de la psychose suscitée par la maladie.

En ce qui concerne les activités hôtelières, le taux d'occupation aurait chuté de 80% à 40%. De même, le sous-secteur manufacturier aurait subi l'impact d'Ebola, du fait des difficultés à importer les intrants. A cause de la fermeture des frontières maritimes avec les pays voisins, la durée d'embarquement et de trajet des bateaux est allongée, ce qui affecterait les coûts de transport.

La production de boisson alcoolisée s'est contractée de 16,6% en glissement annuel pour se fixer à 78 530 hl au premier semestre 2014. La production de boisson sucrée, estimée à 144 320 hl au cours des six (6) premiers mois de 2014, a également baissé de 12,1% par rapport à la même période de l'année passée.

Témoignages 1

- 1- M. Youssouf Sow, Commerçant au marché de Taouyah (commune de Ratoma), tél : 664 310 920

M. Sow fait les constats suivants à partir de sa propre expérience :

(a)-Importateur d'oignons, il arrivait, dans les conditions normales, à vendre 10 conteneurs par semaine en 2013 alors qu'actuellement il arrive difficilement à vendre 2 conteneurs en 3 ou 4 semaines. La clientèle était ciblée et le paiement intervenait dans un délai n'excédant pas 10 jours.

(b)-Il est en proie à de multiples difficultés, notamment celles liées à la conservation du produit. La lenteur de la vente se traduit par une augmentation du stock immobilisé et une limitation des capacités de stockage provoquant, par ricochet, des paiements fréquents de surestaries à l'importation.

c)-En raison de la lenteur de la rotation des stocks, l'oignon, après 15 jours de stockage, court le risque de pourrissement, surtout si les conditions techniques de stockage de ce produit ne sont pas respectées. A cela s'ajoute l'augmentation récente des frais de dédouanement. Dans cette situation, les recettes n'arrivent plus à couvrir les charges courantes :

Taxes, loyers de magasins, règlement des échéanciers, dépenses diverses. Ces derniers temps, sur 12 magasins disponibles à son niveau, seuls 6 restent occupés.

d)-M. Sow souligne en passant que le sac de pomme de terre qui coûtait 200 000fg en 2013, se vend aujourd'hui à 100 000fg.

Cette situation pousse plusieurs personnes à suspendre leurs activités, surtout que les taux d'imposition restent inchangés.

En début septembre 2014, les sociétés de distribution de boisson et les sociétés pharmaceutiques s'approvisionnant essentiellement en zone Euro, seraient confrontées à des contraintes liées à l'acquisition des devises, en raison notamment de la baisse de l'offre sur le marché.

4.2.Au niveau du secteur bancaire et des assurances.

L'impact de la crise de la MVE sur le secteur financier commence à se faire sentir. Des entretiens avec certains Directeurs Généraux de banques, il ressort que l'approvisionnement en devises est le premier impact apparent de la maladie à Ebola. Selon eux, les activités des secteurs de l'hôtellerie et la restauration, des transports et de l'industrie qui sont les principaux clients des banques seraient très affectées. Le taux d'occupation des hôtels serait tombé pour

certaines réceptifs en dessous de 5% en début septembre 2014. A cause de cette situation, le sous-secteur de l'hôtellerie a actuellement des difficultés pour honorer ses engagements vis-à-vis des banques. Plusieurs projets d'investissements générateurs de devises seraient reportés. Les Directeurs Généraux ont exprimé leur inquiétude par rapport au respect des normes prudentielles liées aux devises, en raison de la forte baisse de l'offre.

En conséquence, au cours des huit (8) premiers mois de 2014, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 16,3% pour s'établir à GNF 3 760 milliards (USD 537,7 millions) à fin août 2014. La couverture des réserves brutes en mois d'importations qui était de 2,8 à fin 2013 a diminué pour s'établir à 2,5 mois au 31 août 2014, et s'est aggravé au quatrième semestre 2014.

Témoignage 2

1- El hadj Mamadou Diouldé Bah, Association des Transporteurs Terrestres :

Cette Association travaille de façon intense sur les axes menant au Sénégal (Dakar), en Gambie (Banjul), en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. Evoquant l'impact de la maladie à virus Ebola sur les activités de son association, El hadj Diouldé fait le constat suivant : (a)-Comparant le rythme des traversées de la frontière sur l'axe menant au Sénégal, l'activité de l'Association est passé de 100 camions en moyenne par mois en 2013 à 20 camions en moyenne en 2014. A cela s'ajoute l'interdiction de sortie de produits vers le Sénégal en dehors de l'orange et de la cola. Les camions sortent généralement à vide. Ce manque à gagner se traduit par une baisse drastique du chiffre d'affaires et une réduction des activités en amont et en aval des opérations d'échanges. La baisse du volume commercialisé, en raison de l'étroitesse du marché est le signe annonciateur de la baisse de la production.

(b)-Les transporteurs sont souvent amenés à renoncer à leur programme de voyage en raison de l'importance des sommes à payer (4 millions de fgau km 118 à Koundara et 500 000FG à la frontière dans la région de N'Nzérékoré) sous forme de taxes forfaitaires non légales mais imposées, une « extorsion de fait qui ne dit pas son nom » et qui n'a rien à voir avec les quittances régulièrement payées par les transporteurs.

(c)- Le marché de Madina, à Conakry, l'un des plus grands et des plus dynamiques en Afrique de l'Ouest, voit ses activités diminuer. Les importants échanges de marchandises qui s'effectuaient avec le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée Bissau connaissent une baisse notoire.

(d)-En raison du mauvais état de la route menant au Sénégal, plusieurs véhicules se trouvent immobilisés en raison de pannes diverses. A cela s'ajoute l'insécurité grandissante sur plusieurs axes routiers (extorsion de biens et assassinats multiples). Les voyages nocturnes qui convenaient mieux aux transporteurs, sont

La contraction des avoirs extérieurs nets résulte de la baisse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques de dépôts. Au 31 août 2014, les avoirs extérieurs nets de la banque centrale se sont situés à GNF 3 063,6 milliards (USD 438,1 millions) contre GNF 3 144,8 milliards (USD 448,9 millions), soit une diminution de 2,4% à relier avec la baisse des dépôts du Trésor à la Banque Centrale, ainsi que celle des recettes fiscales. Entre fin 2013 et fin 2014, la position extérieure nette des banques s'est réduite de 48,2% pour se fixer à GNF 696,4 milliards (USD 99,6 millions). Cette diminution serait liée à la baisse des activités liées notamment au transit, au transport, au tourisme et au départ de certains expatriés. Elle s'expliquerait également par la baisse des investissements directs étrangers (IDE).

Toutefois, les crédits à l'économie ne semblent pas encore être affectés par l'épidémie en raison de l'exposition limitée des banques aux personnes et aux localités affectées par la crise. Au 31 août 2014, ils ont atteint GNF 5 141,7 milliards contre GNF 4 143,8 milliards à fin 2013, soit une progression de 24,1% contre 13% à la même période de l'année précédente.

Néanmoins, les activités de certaines agences bancaires sont ralenties voire à l'arrêt. C'est le cas de l'agence de la Banque Internationale pour le commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI) de Macenta qui a été temporairement fermé le 22 septembre 2014. L'agence BICIGUI de N'Zérékoré a été fermée toute une journée, suite aux manifestations populaires contre la pulvérisation des marchés de la ville.

Des entretiens avec des Directeurs Généraux des compagnies d'assurance indiquent une diminution des souscriptions pour les primes d'assurance, une augmentation des impayés et des arriérés, une résiliation de certains contrats d'assurances, et le report de certains investissements.

Selon certains Directeurs Généraux de microfinance, le portefeuille des crédits s'est détérioré suite à la fermeture des marchés dans des zones touchées par l'épidémie. Ils notent également un retard dans le remboursement des prêts, un fléchissement de la collecte de l'épargne.

La stabilité du taux de change observée depuis 2012 est également menacée à moyen terme. Certes, durant les neuf premiers mois de 2014, la monnaie nationale s'est appréciée respectivement de 1% et 8,6% par rapport au dollar US et à l'euro sur le marché officiel. Mais, les primes de change ont sensiblement augmenté, passant de 1,5% et 0,4% à fin décembre 2013 à 4% et 4,2% respectivement en fin septembre 2014. La hausse de la prime de change traduit la tension observée

Témoignage 3

Abdoul Ghadiri Camara, commerçant à Madina :

Victimes des mêmes événements survenus en février 2013 que Madame Sangaré, M. Ghadiri prit courage et emprunta 9 millions de fg pour payer une avance de 6 mois de loyer au propriétaire qui avait rénové magasin sinistré. Ecrasé par les méventes d'une part et les limitations de l'emprunt à terme auprès de grossistes d'autre part, il fut obligé de rendre le magasin à son propriétaire.

La détention d'un fonds de roulement est devenue le préalable à la reprise de ses activités. Il a fini par installer une table de fortune en plein air au marché de Madina.

au niveau du marché et résulte à la fois de la forte demande de devises des expatriés voulant rentrer dans leur pays pour se prémunir contre l'épidémie et de la baisse de l'offre de devise liée au ralentissement des activités pour cause d'Ebola.

4.3. Au niveau des transactions commerciales

L'épidémie a largement contribué à détériorer la situation des comptes extérieurs de la Guinée. La balance courante a dégagé un déficit de USD 795 millions au premier semestre 2014 contre un solde déficitaire de USD 537,5 millions à la même période de l'année précédente, soit une dégradation de 47,9%. Cette détérioration est principalement liée à la forte dégradation du solde de la balance commerciale qui est passée d'un déficit de USD 162 millions au premier semestre 2013, à un déficit de USD 364,8 millions au cours du premier semestre 2014. Cela s'explique par une forte augmentation des importations au cours de la période observée dans un contexte d'une hausse relativement modérée des exportations. Durant le premier semestre 2014, les importations se sont chiffrées à USD 1 180,5 millions contre USD 832,8 millions à la même période de l'année 2013, soit une progression de 41,7%. Malgré la fermeture temporaire des frontières terrestres avec le Sénégal, les importations en provenance des autres pays membres de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont augmenté de 17,3% en glissement annuel.

Néanmoins, si l'importance des stocks de marchandises atténue l'impact de la maladie sur les prix des produits importés, cette tendance pourrait s'inverser avec l'épuisement progressif de ces stocks et les difficultés d'approvisionnement.

Les exportations, quant à elles, se sont établies à USD 816,3 millions au premier semestre 2014, en hausse de 21,7% en glissement annuel, avec toutefois des exportations plus faibles des produits agricoles. Le solde des transferts courant s'est détérioré de 34,8% en glissement annuel pour dégager un excédent de USD 28,8 millions au premier semestre

Témoignage 4

Barry Alpha Amadou, commerçant à Matoto, téléphone 622 269 668 :

M. Barry a fait les constats suivants :

- *Eloignement des investisseurs et limitation des voyages des hommes d'affaires guinéens ;*
- *Limitation de l'octroi des visas aux voyageurs guinéens par les ambassades ;*
- *Les guinéens de l'extérieur se rendent de moins en moins en Guinée ;*
- *Stigmatisation du guinéen à l'étranger ;*
- *Les bateaux se rendant en Afrique de l'Ouest doivent terminer leurs circuits par la Guinée, sous peine de refus d'accoster dans les autres pays ;*
- *Les marchés se trouvent dans un état d'insalubrité généralisée :*
- *immondices, absence d'infrastructures sanitaires publiques ;*
- *Absence de système d'éclairage dans les marchés ;*
- *Les marchés sont engorgés et les voies d'accès sont inappropriées.*

Au regard de cette situation, des mesures de réajustement doivent être prises à tous les niveaux, car la baisse des activités commerciales peut entraîner une baisse du volume de production, toute chose qui risque de placer le pays dans les engrenages de la récession économique.

2014. En glissement annuel, les exportations au troisième trimestre de 2014 en provenance des pays de la CEDEAO ont baissé de l'ordre de 68% bien que les exportations à destination de ces pays se soient accrues de 223,6%.

En résumé, on note ;

- (i) la relance des tensions inflationnistes liée au renchérissement des produits importés, compte tenu du poids de ceux-ci (environ 40%) dans le panier de la ménagère. A cet égard, les prévisions de la BCRG (9,5%) de fin 2014 ne paraissent plus raisonnables.
- (ii) L'exposition du pays aux chocs en raison d'une forte baisse des réserves de change de la nation.
- (iii) Les risques de non-respect par les banques primaires des ratios prudentiels liés aux devises étrangères.
- (iv) Les investissements directs étrangers (IDE) connaissent un ralentissement important à cause de l'arrêt des activités dans les zones forestières principalement touchées par l'épidémie MVE. En plus, la restriction des voyages en Guinée par certains pays et compagnies de transport rendu réticents des investisseurs à venir faire des affaires ou promouvoir de l'investissement dans le pays.

Témoignage 5

-Madame Fatoumata Sangaré, commerçante à Taouyah :

Madame Sangaré travaille dans le textile et faisait de fréquents déplacements à Dakar et Bamako. Elle est une victime des manifestations des 27 et 28 février 2013. Son magasin a été brûlé. Depuis cette catastrophe, elle n'a pas réussi à reprendre pleinement ses activités.

L'épidémie d'Ebola est venue aggraver sa situation, à telle enseigne qu'elle s'est retrouvée dans l'incapacité de mettre à l'école sa fille cette année. Elle cherche en vain une source d'emprunt fiable.

4. 4. Au niveau des secteurs de l'éducation et de la santé.

La fièvre à virus Ebola a entraîné une fermeture anormalement prolongée de l'ensemble des établissements d'enseignement du pays, tous niveaux confondus. Cette situation inattendue a eu pour effets une perte très élevée de recettes pour les fondateurs des établissements privés qui sont très nombreux dans le pays. Ces opérateurs économiques sont actuellement confrontés à de graves difficultés liées au paiement des échéances des prêts contractés auprès des banques, à l'acquittement de loyers des bâtiments qui abritent leurs établissements et enfin au paiement de diverses charges récurrentes.

Les opérateurs privés du secteur de la santé sont confrontés aux mêmes contraintes. La baisse du pouvoir d'achat d'une masse critique de la population à cause des perturbations des activités économiques, notamment dans le secteur informel, a négativement affecté la fréquentation des formations sanitaires (cliniques et cabinets médicaux, etc.) et conséquemment provoqué la baisse des recettes de leurs propriétaires.



Ces deux secteurs sociaux dont on connaît la contribution au développement économique d'un pays, méritent un appui appréciable.

5. PROPOSITION DE SOLUTIONS

5. PROPOSITION DE SOLUTIONS

On note que des pans entiers de l'économie nationale ont été gravement affectés par les effets directs ou indirects de la MVE. Le redressement économique et sanitaire qui s'impose requiert deux séries de mesures : les mesures d'urgence à court terme et les mesures transformatrices de la structure de l'économie, à moyen et long terme.

5.1. Programme minimum d'urgence :

La conception et la mise en œuvre dans l'immédiat d'un programme minimum d'urgence constituent la première phase de la stratégie de redressement sanitaire et socio-économique, après la sévère épidémie de la fièvre hémorragique à virus EBOLA et les violences d'origine politique de 2013 qui ont touché **442 opérateurs économiques** et provoqué des pertes évaluées à **GNF 46 740 156 460**. Dans le cadre de ce programme, les mesures suivantes peuvent être préconisées au niveau sanitaire et au niveau économique :

a) Mesures de riposte contre EBOLA :

Mesures d'urgence dans les zones soumises à l'état d'urgence renforcé

Elles porteront principalement sur la Guinée Maritime où l'on note une persistance de l'épidémie. L'action couvre les préfectures des régions administratives de Kindia et Boké ainsi que la zone spéciale de Conakry. Il s'agit de maintenir et d'étendre les actions à la base au niveau de toutes les localités et emplacements jugés sensibles, notamment les marchés, les centres d'affaires et de commerce, les gares routières, les centres scolaires et universitaires, les chefs-lieux des communes etc...Les dotations en kits sanitaires sont soutenues par des actions de sensibilisation. Une nouvelle approche sera définie en matière de communication afin que les résultats soient plus efficaces que par le passé.

Actions de consolidation des acquis dans les zones assainies

Il s'agit de poursuivre les mesures préventives pour davantage consolider les acquis dans les zones assainies, mais encore vulnérables. Il s'agit des cinq (5) Régions Administratives de Mamou, Labé, Faranah, Kankan et N'Zérékoré. Il importe de rester très prudent et vigilant, avoir en tête que tant qu'il reste, même un seul cas, la menace de l'épidémie demeure.

L'action porte sur l'achat et la distribution de kits sanitaires, la sensibilisation, le suivi et contrôle. Le financement estimé se chiffre à GNF 5 milliards par Région, soit un total de GNF 20 milliards. Ces actions de consolidation doivent se poursuivre jusqu'en fin Décembre 2015.

Assainissement des marchés

Avant d'envisager, à moyen terme, de doter les grands marchés publics de Conakry et de l'intérieur du pays d'infrastructures fonctionnelles à l'avantage de ces lieux de regroupement qui jouent une fonction économique importante dans la vie nationale, il s'avère urgent de prendre des mesures d'assainissement dans l'objectif de prévenir les éventuelles propagations de maladies épidémiologiques, de rendre plus viables ces milieux d'affaires en créant les conditions minimales d'aisance en faveur des citoyens évoluant en ces lieux.

Dans ce cadre, la création de latrines, l'installation de poubelles appropriées et le respect d'un programme régulier de ramassage des ordures sont des mesures incontournables à prendre au niveau de toutes les cités urbaines de la Guinée. Il n'y a pas de santé sans le respect de mesures hygiéniques.

Le GOHA s'est largement investi dans l'assainissement des marchés (les marchés de Conakry et de l'intérieur du pays) les années passées. Mais, il s'est rendu compte qu'il est indispensable de poser des actes s'inscrivant dans la durabilité, sinon l'on s'enferme dans un cycle de recommencement stérile, sans résultat significatif.

Au fond, il ne suffit pas d'éteindre les foyers de l'épidémie à virus Ebola, mais de créer les conditions de son éradication et de celle de toutes les autres maladies épidémiologiques.

Ces mesures doivent être poursuivies jusqu'en fin Décembre 2015. C'est dans ce cadre que le GOHA, après avoir couvert toutes les frontières de la Guinée, doté les points et zones sensibles en kits de protection sanitaire et de matériel de sensibilisation et d'information, à partir de son expérience et de ses constats sur le terrain, fait les estimations ci-dessous

Par ailleurs, le GOHA a retenu dans le cadre de la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de redressement économique et sanitaire, les propositions ci-après :

- Multiplication des campagnes de sensibilisation, d'assainissement et de distribution des kits ;
- Accompagnement du GOHA dans cette campagne de sensibilisation et d'assainissement (construction/rénovation de latrines décentes et fourniture de poubelles fonctionnelles pratiques dans les marchés...) par l'Etat et les PTF ;
- Actions dans les zones à risques et actions de consolidation des acquis dans les zones assainies.
- Approfondissement de la campagne de communication en s'inspirant des bonnes pratiques en matière de campagne contre Ebola (exemples du GOHA dans différentes Préfectures)

b) **Mesures d'appui aux activités économiques :**

- Renforcement des mesures sécuritaires dans les marchés et les centres de commerce ;
- Appui spécifique (subventions, intrants, appuis-conseils, etc.) aux filières agricoles particulièrement sinistrées (pomme de terre, café, cacao)
- Assouplissement de la politique monétaire (baisse du taux directeur, facilités d'obtention des devises en faveur des agents économiques, etc.)
- Mise en œuvre de la stratégie nationale de la finance inclusive élaborée en 2012 avec l'appui technique et financier du PNUD et du FENU ;
- Réduction de 50% des taxes et impôts pour 2014 et 2015 et révision des conditions de recouvrement, en impliquant les structures et organisations comme le GOHA dont la majorité des commerçants sont membres ;
- Organisation d'une table ronde sur le secteur privé en général et l'économie informelle en particulier en vue de leur relance;
- Application de la pratique d'étiquetage des produits et d'affichage des prix ;
- Sensibilisation et négociation avec les transporteurs en vue de la baisse des coûts de transport ;
- Etude des moyens de subvention de certains produits stratégiques de base à large consommation afin de prévenir la hausse des prix ;
- Appui à l'établissement de partenariats en faveur des opérateurs économiques guinéens (organisation de fora économiques, identification de partenaires, négociations de facilités d'obtention des visas, etc.) ;
- Soutien aux efforts de relance des activités des agents économiques des secteurs de l'éducation et de la santé.

a) **CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME MINIMUM D'URGENCE**

Axes	Activités	Résultats	Période	Partenaires	Budget (GNF)
Axe 1 Mesures de riposte contre Ebola	Poursuite des activités de sensibilisation et mise en place de comités de veille	Populations sensibilisées Recul / disparition d'Ebola	Mai - Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	25 000 000 000
	Achat de poubelles publiques	3000 poubelles publiques acquises	Mai - Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	33.982.500.000
	Achat de Poubelles fixes rotatives	7000 poubelles fixes rotatives disponibles	Mai - Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	4.186.000.000
	Construction et rénovation de toilettes/latrines dans les marchés du pays	50 latrines / toilettes construites ou rénovées dans les marchés du pays.	Mai - Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	2.000.000.000
	Assainissement de 19 grands marchés dont 8 dans la zone spéciale de Conakry. NB : Dans une phase 2, seront assainis les marchés de Labé, Kankan, Mamou et Siguiri	19 grands marchés dont 8 dans la zone spéciale de Conakry sont assainis	Mai- Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	800.000.000
	Approfondissement de la campagne de sensibilisation	De nouveaux messages sont élaborés et des canaux plus pertinents sont identifiés	Mal – Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	-
Axe2 Mesures d'appui aux activités économiques	Assouplissement de la politique monétaire	-Taux Directeur baissé - Mesures de facilitation de l'obtention des devises prises	Mai - juin		
	Réalisation d'études de faisabilité de la construction de petites unités de transformation des produits agricoles et d'élevage	Les rapports des études de faisabilité de la construction d'unités de transformation des produits agricoles et d'élevage sont disponibles	Mai- Décembre	PTF bi et multilatéraux	4 000 000 000

	Appui spécifique aux filières agricoles sinistrées	-Des subventions et des intrants sont accordés aux agriculteurs des filières sinistrées	Mai 2016- février 2015	Gvt, PTF bi et multilatéraux	5 000 000 000
	Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Micro finance	La Stratégie Nationale de micro finance est opérationnalisée par l'ANAMIF et les IMFs	Mai - Décembre	BCRG, MEF, ANAMIF, IMF.	-
	Réduction des recettes fiscales de 50% en 2014 et 2015	Les obligations fiscales des agents économiques sont revues à la baisse de 50%, en 2014, 2015.	Janvier 2014 – Décembre 2015	MEF, Ministère du Budget	
	Révision des conditions de recouvrement des impôts et taxes	Les conditions de recouvrement des impôts et taxes sont révisées avec la participation du GOHA.	Mai - Décembre	MEF, Ministère du Budget	
	Affichage des prix à l'aide d'étiquettes	Les prix des biens et services sont apparents sur des étiquettes	Mai - juillet	MEF, Ministère du Budget, Ministère du Commerce, Ministère de la Sécurité	
	Organisation d'un forum de réflexion sur l'environnement des affaires	Le forum est préparé et organisé	?	Secteur privé, PTF, MEF, BCRG, Ministère du Commerce, MAE.	
	Baisse des coûts du transport suite à des négociations	Les coûts de transport sont revus à la baisse suite à des négociations	Mai - Décembre	Ministère des Transports, Ministère du commerce	

	Octroi de subvention à des produits de large Consommation	Des produits de grande consommation sont subventionnés	mai – Août	MEF, Ministère du Budget, Ministère du Commerce	
	Promotion de partenariats en faveur des agents économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Des fora d'affaires sont organisés, - Des partenaires fiables sont identifiés - Des partenariats sont noués - Les conditions d'obtention des visas sont assouplies pour les opérateurs économiques suite à des négociations avec certains pays sur la base du principe de la réciprocité 	Mai 2015 – Avril 2016	MEF, Ministère du Commerce, BCRG, MAE, MCI	
	Soutien aux établissements d'enseignement et aux formations sanitaires sinistrés	Les établissements d'enseignement et les formations sanitaires sinistrés sont soutenus (subventions, matériels didactiques, médicaments, équipements divers, etc.)	Mai – Décembre	Gvt, PTF bi et multilatéraux	20 000 000 000



5.2. Programme de relance de l'économie nationale:

- La définition et la mise en œuvre d'un Programme Minimum d'Urgence doit se poursuivre à moyen et long terme par l'élaboration d'un plan de restructuration et de relance de l'économie, à travers l'adoption d'un certain nombre de textes législatifs et réglementaires et le ciblage d'initiatives de nature à booster les activités économiques. On peut retenir :
- Approche de normalisation et réglementation du marché guinéen (construction, organisation avec parrainage par des institutions internationales) ;
- Etude de stabilisation, de normalisation et d'uniformisation des prix pour les produits jugés stratégiques ;
- Mise en place d'un système de taxe raisonnable, durable, transparent et incitatif avec implication des structures telles que le GOHA pour une forte sensibilisation en vue de l'équité fiscale ;
- Introduction progressive de la comptabilité et suppression de la taxation selon l'achalandage de la boutique ;
- Promotion des produits guinéens à l'étranger ;
- Mise en place d'une assurance risques pour une bonne sécurisation des biens et services ;
- Pénalisation de la concurrence déloyale et lutte contre la corruption ;
- Recensement biométrique systématique par filière, des opérateurs économiques, notamment dans le secteur informel en vue d'une meilleure identification, d'une classification, d'une localisation et d'une évaluation ;
- Soutien des politiques de formalisation du secteur informel pour l'application du statut de l'entrepreneur ;
- Création d'un environnement viable et incitatif.
- Réalisation d'études pour l'installation d'unités bon marché pour la transformation et la commercialisation des produits;
- Identification et diffusion des technologies de transformation et de conservation des produits pour en minimiser les pertes ;
- Formation dans les domaines suivants : maîtrise de la qualité des produits frais destinés surtout à l'export ; la prospection des marchés ; la négociation des contrats commerciaux ; conception des plans d'affaires ; la gestion et la comptabilité simplifiée ; élaboration et analyse de bilan.
- Facilitation des conditions d'accès aux crédits (taux d'intérêt, apports personnels, garanties, délais de remboursement etc...) pour financer les campagnes ;
- Faciliter l'accès au foncier.
- Soutien au secteur rural, notamment les cultures maraîchères et les denrées de première nécessité ;
- Mise en place de dispositions concrètes pour formaliser le secteur informel.



Conclusion

Durant les trois dernières années, l'économie nationale, dans son ensemble mais particulièrement les PME et le secteur informel, a été durement éprouvée. Les représailles aux manifestations politiques associées à des actes de vandalisme ont eu pour conséquences la destruction d'innombrables quantités de marchandises et le vol d'importantes sommes d'argent, notamment au marché de Madina considéré comme la plus grande place de transactions commerciales du pays.

En perturbant les circuits économiques (fermeture des frontières, départ précipité d'importants agents économiques, et,) et en créant une psychose défavorable à l'environnement des affaires, la fièvre hémorragique à virus Ebola a entraîné une nette dégradation de l'économie.

Ce qui précède a amené les PTF et l'ensemble de la communauté internationale à envisager les mesures appropriées pour soutenir les efforts de redressement sanitaire et socio-économique de la Guinée. Le GOHA dont la philosophie et le mandat sont en phase avec ces mesures se positionne comme un acteur et une force de propositions constructives dans un rôle d'accompagnement de l'Etat et des PTF.



Annexe

La Relance du secteur rural

CONTRAINTES ET SOLUTIONS

Contraintes	Solutions	Responsables	Départements Ministériels, Projets et autres acteurs à associer	Financement et Période
1. Contraintes de transport, de conditionnement et stockage:				
1.1. Insuffisance des infrastructures de stockage/conservation / vente des produits appropriés	<ul style="list-style-type: none"> - Doter les associations de producteurs et opérateurs privés des infrastructures de stockage /conservation /vente plus appropriées pour les produits agricoles, d'élevage et de pêche <p>Actions à financer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - construction et équipement de magasins de stockage, - Construction de silos de conservation - installation et équipement de chambres froides artisanales et industrielles - Création et/ou aménagement des marchés de vente des produits 	<ul style="list-style-type: none"> - GOHA - Ministère de l'Agriculture (Génie Rural) - Ministère du Commerce - Ministère de la Coopération Internationale - Ministère du Plan - Ministère de la Pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Eau et de l'Energie - Projets en cours d'exécution - CNOGP - Chambres régionale de l'Agriculture - Chambre de Commerce - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - CRD - ONG intéressées 	Subvention et crédits d'investissement à court et moyen terme
1.2. Manque d'équipements et matériels appropriés pour le conditionnement et transport des produits	<ul style="list-style-type: none"> - Introduire pour les producteurs et opérateurs privés les équipements appropriés pour faire le tri, le pesage, le conditionnement et le transport des produits agricoles, d'élevage et de pêche <p>Actions à financer :</p> <p>Matériels de tri, pesage et conditionnement appropriés pour chacun des produits ciblés</p> <p>Véhicules de transport / les produits garantissant leur qualité</p>	<p>GOHA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère du Commerce - Ministère de la Coopération Internationale 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Eau et de l'Energie - Projets en cours - CNOGP - Chambre régionale de l'Agriculture - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées 	Subvention et crédits d'investissement à court et moyen terme
1.3. Coûts élevés du transport (prix, tracasseries routières)	-Sensibiliser pour baisser les coûts de transport	<ul style="list-style-type: none"> - GOHA - Ministère du Commerce - Ministère du transport 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'administration du territoire 	Subvention (appui institutionnel)

		<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Economie et finances - Ministère de la Sécurité - Syndicat des transporteurs 		à court terme
1.4 Enclavement des périmètres de production et des marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Désenclaver les périmètres et marchés (élaboration des dossiers pour la recherche de financement) <p>Actions à financer :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ouverture de pistes rurales de desserte Réhabilitation de pistes dégradées y compris les ouvrages de franchissement (ponts, dalots et radiers) 	<p>GOHA</p> <ul style="list-style-type: none"> Ministère de l'Agriculture (Génie Rural) Ministère de la Coop. Internationale Ministère du Plan Ministère de l'administration du Territoire Secteur Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Projets en cours - CNOPG - CRD - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées 	Subvention à court et moyen terme avec apports des bénéficiaires directs
2. Contraintes de valorisation des produits	Solutions	Responsables	Départements Ministériels, Projets et autres acteurs à associer	Période d'intervention
2.1. manque d'unités de transformation des produits	<ul style="list-style-type: none"> - Faire les études pour l'installation de prototypes d'unités de transformation et de commercialisation des produits peu coûteuses et trouver les financements pour appuyer les promoteurs intéressés <p>Actions à financer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les études assorties des actions d'appui à mener pour accroître les volumes des produits à transformer - Les unités de transformation et de commercialisation des produits 	<ul style="list-style-type: none"> - GOHA - Ministère du Commerce - Ministère de l'Industrie et PME - Ministère de l'Agriculture - Ministère de la Coop. Int. - Ministère de la promotion féminine 	<ul style="list-style-type: none"> - Projets en cours - CNOPG - CRD - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées 	Subvention et Crédits à court et moyen terme

2.2. Faible diffusion des technologies de transformation et de conservation	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et diffuser les technologies de transformation et de conservation qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays du monde pour réduire les pertes des produits et favoriser leur compétitivité sur les marchés <p>Actions à financer :</p> <p>Dispositif d'encadrement pour mener des campagnes intensives de diffusion des technologies retenues en direction des cibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - GOHA - Ministère du Commerce - Ministère de l'Industrie - Ministère de l'Agriculture - Ministère de la promotion féminine 	<ul style="list-style-type: none"> - Projets en cours - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées 	Subvention à court terme
2.2. Coûts élevés de l'énergie ou manque de sources d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Introduire des pratiques d'alimentation en énergie pour la transformation et conservation des produits (énergie solaire, réalisation de petits barrages hydroélectriques, Installation de petites centrales thermiques peu coûteuses etc....) 	<ul style="list-style-type: none"> -GOHA - Ministère de l'Energie - Ministère de l'Industrie - Ministère de la Coop. Int. 	<ul style="list-style-type: none"> - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées 	Subvention à court et moyen terme
3. Contraintes de renforcement des capacités et d'organisation	Solutions	Responsables	Départements Ministériels, Projets et autres opérateurs à associer	Période d'intervention
3.1. Manque de qualification et de professionnalisme des producteurs, commerçants, transporteurs et de leurs associations	<p>Former dans les domaines suivants : maîtrise de la qualité des produits frais destinés surtout à l'export – la prospection des marchés – la négociation des contrats commerciaux – conception des plans d'affaires – la gestion et la comptabilité simplifiée – élaboration et analyse de bilan</p> <p>Informer sur les droits, la fiscalité, les offres et demandes des marchés, les avantages que procure l'investissement des opérateurs et les possibilités légales de s'organiser</p> <p>Améliorer la crédibilité de ces acteurs auprès des banques en leur demandant plus de transparence et de spécialisation dans des</p>	<ul style="list-style-type: none"> -GOHA -Ministère du Commerce - Ministère de l'Economie et des finances 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Coop Int. - Ministère des affaires Etrangères - Ministère de l'agriculture - Ministère de l'élevage -Ministère de la Pêche - Ministère de la promotion Féminine - Projets en cours - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées 	Subvention à court terme (financement d'un projet de renforcement des capacités des adhérents du GOHA)

	opérations commerciales continues Appuyer l'émergence d'organisations bien structurées et crédibles			
3.2. Qualité médiocre des produits livrés et mauvaise présentation sur les marchés	Appliquer la démarche qualité dans la commercialisation des produits en respectant les contenus des cahiers de charges surtout pour l'exportation (Contrôle de qualité et certification) Elaborer et exécuter un plan marketing pour tous les produits	- GOHA - Chambres de Commerce - Ministère du Commerce - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'élevage - Ministère de la Pêche - Ministère de la Promotion féminine	- Ministère de la Coop Int. - Projets en cours - CNOPG - CRD - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - ONG intéressées	Subvention à court terme (financement des consultations en appui à GOHA)

4. Contraintes institutionnelles	Solutions	Responsables	Départements Ministériels, Projets et autres acteurs à associer	Période d'intervention
4.1. Manque de politique commerciale plus porteuse et faiblesses dans l'encadrement du système de commercialisation	Définir une politique commerciale et appuyer la mise en œuvre des stratégies de commercialisation plus porteuses pour les filières Introduire un système de Suivi/évaluation des opérations de commercialisation à l'échelon régional qui permet la collecte des indicateurs liés Mise en place à l'échelon national et régional des cadres de concertation pour réguler les marchés (Agences de Régulation des Marchés)	- GOHA - Ministère du commerce - Ministère de l'Agriculture - CNOPG - FPDF - Associations de producteurs (Unions et groupements de base)	- Ministère de l'Economie - Projets en cours	Subvention à court terme (financement des consultations pour le GOHA et du fonctionnement de l'Agence de Régulation des marchés et de ses antennes régionales)
4.2. Insuffisance des ressources humaines, matérielles, et	- Appui institutionnel et mobilisation pour ces structures des moyens humains suffisants et	- GOHA - Ministère du commerce	Ministère du plan Ministère de la Coopération	Subventions à court terme

financières des structures étatiques fragiles et organisations impliquées dans les activités de commercialisation	qualifiés, des moyens matériels et des ressources financières afin qu'elles jouent effectivement leur rôle dans les activités de commercialisation des produits	- Ministère de l'Economie - Associations de producteurs (Unions et groupements de base)	- Projets en cours (PNAafa, PDSDMHG, CFC) - ONG	(financement des formations et autres appuis institutionnels nécessaires – décaissement des crédits de fonctionnement des structures)
Barrières administratives et douanières pour l'import - export	Appliquer toutes les formalités administratives requises pour l'exportation Lever les barrières douanières en appliquant le contenu des conventions signées pour les échanges commerciaux entre pays membres de la CEDEAO Préparer et signer des arrêtés conjoints (Ministère de l'Economie et Finances/Ministère du commerce) qui lèvent toutes les contraintes vécues par les opérateurs économiques liées aux activités d'import - Export	GOHA - Ministère de l'Economie - Ministère du Commerce - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - Privés	Ministère de l'administration du territoire Ministère de la sécurité Ministère de la Défense	Subvention (financement pour Consultations GOHA appelé à négocier et faire des propositions au Gouvernement)
4.4. Personnel des structures concernées peu qualifié	Former le personnel en matière de collecte et diffusion des informations sur les marchés intérieurs et d'export Former sur le contrôle et les normes de qualité des produits	GOHA - Ministère du Commerce - Associations de producteurs (Unions et groupements de base)	- Projets en cours - ONG	Subvention (financement des plans de formation des cibles : personnel des structures de l'Etat et du Secteur Privé)
4.5. Capacités régionales et locales des organes élus limitées en matière de planification et de suivi des activités de	Former les responsables des associations de producteurs et des communautés rurales en matière de planification et de suivi des activités de commercialisation des produits ,	- GOHA - Ministère du Commerce - Associations de producteurs (Unions et	- Projets en cours - CRD - ONG	Subvention à court terme (financement du projet de

commercialisation	alphabétiser certains Traduire et diffuser en direction des élus locaux et responsables des associations de producteurs les textes et lois concernant la commercialisation et l'exportation des produits	groupements de base)		renforcement des compétences des adhérents de GOHA)
5. Contraintes d'information et de communication	Solutions	Responsables	Départements Ministériels, Projets et autres opérateurs à associer	Période d'intervention
5.1. Manque d'information fiable et de communication	Améliorer la qualité et fiabilité de l'information à travers un système de collecte et de diffusion de données plus fiables et accessibles pour mieux informer Mise en place ou amélioration du système d'information sur les marchés nationaux et régionaux pour mieux informer sur les opportunités de marchés (prix, système de commercialisation y compris les normes de qualité et autres exigences pour l'exportation)	GOHA - Ministère du Commerce - Associations de producteurs (Unions et groupements de base)	- Projets en cours - CRD - ONG	Subvention à court terme (financement du projet de renforcement des compétences des adhérents de GOHA)
6. Contraintes de financement	Solutions	Responsables	Départements Ministériels, Projets et autres opérateurs à associer	Période d'intervention
6.1. Manque de capitaux pour financer les investissements et les opérations de commercialisation	- Faciliter les conditions d'accès aux crédits (taux d'intérêts, apports personnels, garanties, délais de remboursement etc...) pour financer les campagnes de commercialisation et les besoins d'investissements des opérateurs	- GOHA - Ministère du Commerce - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Economie - Associations de producteurs (Unions et groupements de base)	- Ministère du plan - Ministère de la Coop. Int. - Ministère de la Promotion féminine - Projets en cours - ONG - CRD	Subvention à Court Terme (financement pour GOHA de l'élaboration et soumission de dossiers de prêts des opérateurs adhérents qu'il cautionne
7. Contraintes socio -	Solutions	Responsables	Départements Ministériels,	Période

économiques			Projets et autres opérateurs à associer	d'intervention
7.1. Insuffisance du nombre d'actifs dans les opérations de commercialisation des produits (effet de l'exode rural)	Sensibiliser / inciter les jeunes et femmes à s'investir davantage dans les activités de commercialisation Faciliter l'accès au foncier	GOHA - Ministère du Commerce - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'administration du territoire - Ministère de la Jeunesse - Ministère de la promotion féminine - Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - CRD -ONG	- Projets en cours	Subventions pour GOHA/ Sensibilisation des cibles et faire des propositions des contrats fonciers à valider pour sécuriser les investisseurs privés
7.2. Problèmes de santé des couches les plus vulnérables (les femmes et les jeunes)	a) Faciliter aux femmes et jeunes l'accès aux soins de qualité et au planning familial b) Sensibiliser, informer et éduquer sur le VIH/SIDA et autres les maladies (Ebola, paludisme etc...)	GOHA Ministère de la Santé ONG	- Associations de producteurs (Unions et groupements de base) - CRD -ONG	

CNOPG : Confédération des organisations paysannes de Guinée

NB/ Pour le secteur clé de l'Agriculture :

Dans le contexte actuel de développement des filières de production dans notre pays, des progrès ont été enregistrés dans les activités de production, mais des contraintes ont été signalées qui affectent la qualité des produits au moment du stockage et lors de la mise en marché, ce sont les problèmes phytosanitaires (incidence des nuisibles), la non application des itinéraires techniques de production recommandées pour améliorer les rendements et les volumes produits. La réduction des pertes et l'amélioration de la qualité des produits dépendent aussi de la résolution de ces problèmes.

A toutes ces contraintes, viennent s'ajouter d'autres : la baisse de fertilité des sols (acidité des sols du Fouta qu'il faut corriger), le manque d'eau et de systèmes d'irrigation ou arrosages plus efficaces et l'insuffisance des périmètres aménagés malgré le potentiel de terres disponibles dans notre pays région (bas- fonds, plaines sèches et inondables). La promotion des filières de production aura les impacts positifs attendus lorsque toutes ses contraintes seront levées.



